

IVRY
S/SEINE

AVEC
L'ASSEMBLÉE CITOYENNE
IVRY

MA VILLE
& QUI DÉBAT
EN TRANSITION

**Pour le
climat!**
À IVRY, ON AGIT!



Se nourrir - Alimentation de qualité accessible à tout.es
18 octobre 2021

Espace Gérard Philipe – 18h30-21h30

Bref rappel sur le lancement des groupes de travail :

À VOS PROPOSITIONS !

Le 9 juin dernier était lancé « Pour le climat à Ivry, on agit ! » : une grande démarche de concertation citoyenne visant à faire émerger un plan d'action collectif face au défi écologique et à agir concrètement contre les dérèglements climatiques à l'échelle ivryenne. La période estivale a été l'occasion de nombreux temps de rencontres, d'échanges et de sensibilisation autour de ces enjeux. Désormais s'ouvre une nouvelle phase avec la tenue de « groupes de travail » thématiques ouverts à toutes et tous. Vous pourrez venir débattre des propositions d'actions déjà formulées, les enrichir et en proposer de nouvelles. Celles qui correspondront aux modalités de sélection de la démarche seront soumises au VOTE CITOYEN DU 25 NOVEMBRE AU 3 DÉCEMBRE et pourront venir alimenter l'action municipale en matière d'écologie et de lutte contre les dérèglements climatiques.

Prenez part au débat en vous inscrivant dans un ou plusieurs des 8 groupes de travail qui se tiendront à l'Espace Gérard-Philippe.



Les participant.es pour la ville :

- **Philippe Bouyssou**, Maire d'Ivry-sur-Seine et Président du Syndicat intercommunal SIRESCO.
- **Clément Pecqueux**, Adjoint à l'écologie urbaine. Coordination de l'intercommunalité. Adjoint délégué au quartier Marat-Parmentier
- **Bernard Prieur**, Adjoint à la démocratie, Assemblée citoyenne, vie associative. Adjoint délégué au quartier Petit-Ivry

- **Camille Vieira-Lenen**, Coordinatrice de la Conférence climat, Direction Générale
- **Maidier Andreano**, Responsable secteur restauration, Accueil des Temps Scolaires et de Loisirs, Direction de la Scolarité et des Accueils de Loisirs Educatifs (DSALE)
- **Laurence Laborie**, Assistante Secteur Restauration, Accueil des Temps Scolaires et de Loisirs, Direction de la Scolarité et des Accueils de Loisirs Educatifs (DSALE)
- **Licia Akkari-Traoré**, Chargée de mission enseignement supérieur, Direction de la Scolarité et des Accueils de Loisirs Educatifs (DSALE)

- **Valène Dodokolo**, référente de quartier, EGP, DDAC
- **Claire Delmotte**, référente de quartier, EGP, DDAC
- **Sarah Chebra**, animatrice de la caravane citoyenne
- **Aurélié Marrapodi**, gestionnaire administrative, EGP, DDAC

- **Vanessa François-Fouquet**, facilitatrice graphique

Nombre de participant.es (agent.es compris) : 67 personnes dont 33 femmes et 34 hommes

1^{er} temps en plénière

Mot d'accueil par les agent.es et les élus

Camille Vieira-Lenen, coordinatrice de la Conférence climat, ouvre ce groupe de travail aux côtés de **Bernard Prieur** et de **Clément Pecqueux**, en rappelant le cadre de la démarche et en remerciant l'ensemble des participant.es pour leur forte mobilisation depuis le début de la démarche.

Philippe Bouyssou introduit la thématique du groupe de travail en sa qualité de Président du service public de restauration communal, le Syndicat Intercommunal pour la REstauration COLlective (SIRESCO), composé de dix-neuf communes franciliennes, représentant environ 45 000 repas produits par jour. Les ambitions de ce syndicat intercommunal rejoignent les grands principes énoncés dans la loi EGalim, promulguée en octobre 2018, visant à rendre accessible une alimentation saine et durable pour toutes et tous.

Frédéric Souchet, Directeur général des services du SIRESCO, complète en précisant que la loi EGalim dispose qu'au 1^{er} janvier 2022 la moitié des produits proposés devront être signes de qualité (Label rouge, Appellation d'Origine Contrôlée, Indication Géographique Protégée, Agriculture biologique, etc.). Il alerte néanmoins sur les difficultés associées compte-tenu de la saisonnalité des produits ne permettant pas de se fournir de la même manière tout au long de l'année.

Philippe Bouyssou reprend la parole en présentant la deuxième grande ambition de la loi EGalim reposant sur la suppression de l'intégralité des emballages plastiques au 1^{er} janvier 2025. Malgré le non-recours aux pesticides, des légumes biologiques sont aujourd'hui vendus sous emballages plastiques susceptibles de contenir des perturbateurs endocriniens. C'est pourquoi, il souhaite revenir sur l'objectif poursuivi par le SIRESCO de recourir massivement aux contenants réemployables.

En conséquence, les cuisines centrales du SIRESCO et les fours de réchauffe des équipements publics ivryens se devront d'être en capacité d'accueillir ces contenants (matériaux adaptés).

Temps en plénière (suite)

Philippe Bouyssou indique qu'une troisième cuisine centrale va prochainement voir le jour à Tremblay-en-France, en plus de celle de Bobigny (produisant 25 000 couverts) et de celle d'Ivry (produisant 16 000 couverts). L'objectif étant de réduire les seuils de production (10 000 couverts) afin de réaliser davantage de repas en interne. De plus, il ajoute que les additifs de synthèse sont aujourd'hui prohibés des méthodes du SIRESCO, les fonds de sauce sont faits maison.

Frédéric Souchet souhaite insister sur la distinction entre les notions de « réemployable » et de « recyclable ». A la différence d'un contenant réemployable, un contenant recyclable crée du déchet. Exemple : le gobelet en carton floqué ne pouvant être repris par la filière carton à cause des impressions.

Par ailleurs, le SIRESCO travaille depuis dix ans avec des agriculteurs locaux, Frédéric Souchet informe que l'Île-de-France compte 8 000 fermes dont 800 en Agriculture biologique. Les agriculteurs biologiques ont été incités à créer une coopérative. Cette coopérative est devenue une SCIC, dont le SIRESCO est adhérent.

Philippe Bouyssou signale que les repas fournis par le SIRESCO sont très concurrentiels. La municipalité tient à ce que les surcoûts associés à la poursuite des objectifs actuels, dont notamment atteindre 40% de bio à l'horizon 2024, n'impactent par les politiques tarifaires de la Ville.

Frédéric Souchet conclut en indiquant que la moyenne nationale de bio s'élève aujourd'hui à 6%. L'objectif de passer à 20% au 1^{er} janvier 2022 apparaît ambitieux sachant qu'il faut veiller à ne pas déséquilibrer le système d'élevage. Il cite l'exemple d'un producteur, dont la part de volailles bio ayant augmenté massivement, a été contraint de jeter 9 000 œufs.

Une équipe de tournage d'un documentaire indépendant de 52 minutes présente son projet de suivi du processus de la Conférence climat et informe les participant.es de la mise à disposition d'autorisations de droit à l'image à compléter.

Mot des agent.es

Maider Andreano, responsable du Secteur Restauration au sein Service « Accueil des Temps Scolaires et de Loisirs » (DSALE), propose le visionnage d'une courte vidéo mettant en lumière les liens entre l'alimentation et le climat avant de présenter les actions de pédagogie réalisées par le Service auprès des publics scolaires, insistant sur le rôle des jeunes en tant que citoyens de demain et relais au sein des familles :

- La banque de trocs : les élèves de l'école Maurice Thorez, après avoir rencontré le SIRESCO, ont été particulièrement marqués par le gaspillage alimentaire. Il a alors été décidée la création d'une « banque des trocs » : les aliments (entrées, desserts) non-désirés un jour donné ne sont pas jetés, ils sont mis de côté et resservis le jour suivant permettant de diversifier le choix des jeunes et de réduire le gaspillage alimentaire. L'objectif est de dupliquer ce système dans d'autres écoles.
- Un quizz (exemple : les tonnes gaspillées en équivalent éléphants).
- Des ateliers anti-gaspi smoothies à l'aide d'un vélo-blinder

Le Service a également en charge la restauration des agent.es de la ville. Un projet global de transformation du self est en cours visant à proposer des repas faits maison avec des produits frais sourcés localement.

Licia Akkari-Traoré, Chargée de mission Enseignement supérieur (DSALE), informe que Ville compte plus de dix résidences étudiant.es et plus de 11 000 étudiant.es vivant à Ivry. Grâce aux concours de différentes associations, des distributions alimentaires se sont tenues aux différents coins de la ville (maisons municipales de quartier, place Voltaire, etc.) de décembre 2020 à juin 2021 afin de lutter contre la précarité alimentaire aggravée par la crise sanitaire. Entre 120 et 400 étudiant.es étaient présent.es par session, soit environ 600 étudiant.es bénéficiaires au total. Cette situation de crise sanitaire a créé une situation d'urgence avec aucun accès à une nourriture de qualité pour de nombreuses et nombreux étudiant.es. Elle cite quelques démarches vertueuses mises en œuvre dont le développement d'une solidarité entre pairs notamment via le projet de création d'une épicerie solidaire mobile pensée par et pour les étudiant.es en lien avec l'école d'ingénieurs en informatique ESIA (basée avenue Maurice Thorez).

Mot des associations

Laurent Taberlet, bénévole de l'association *L'Étal Solidaire*, présente les missions de l'association [et ses propositions dans le cadre de la Conférence climat](#). L'association distribue dans les maisons municipales de quartier des fruits et légumes bio à un tarif raisonné garantissant un niveau de revenu décent aux productrices et producteurs. Les principaux objectifs poursuivis par l'association sont entre autres : la création d'une épicerie solidaire accessible au plus grand monde, le développement du marché des producteurs et du partage de semences paysannes pour en finir avec les semences non-reproductibles.

Hélène Prunier, Présidente de l'association *Pomme d'AMAP*, précise la signification de l'acronyme : Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne, auquel elle ajoute les dimensions sociales et écologiques. Dans le cadre de cette association, les membres s'engagent à préfinancer la production des maraîchers, agriculteurs, et producteurs. Chaque semaine, les adhérent.es cherchent les produits préfinancés, garantissant un revenu fixe aux producteurs et se garantissant le bénéfice d'avoir des produits de saison bio. Les adhérent.es organisent eux-mêmes les distributions et peuvent participer en travaillant à la ferme (majoritairement basées en Seine-et-Marne).

Mot des associations

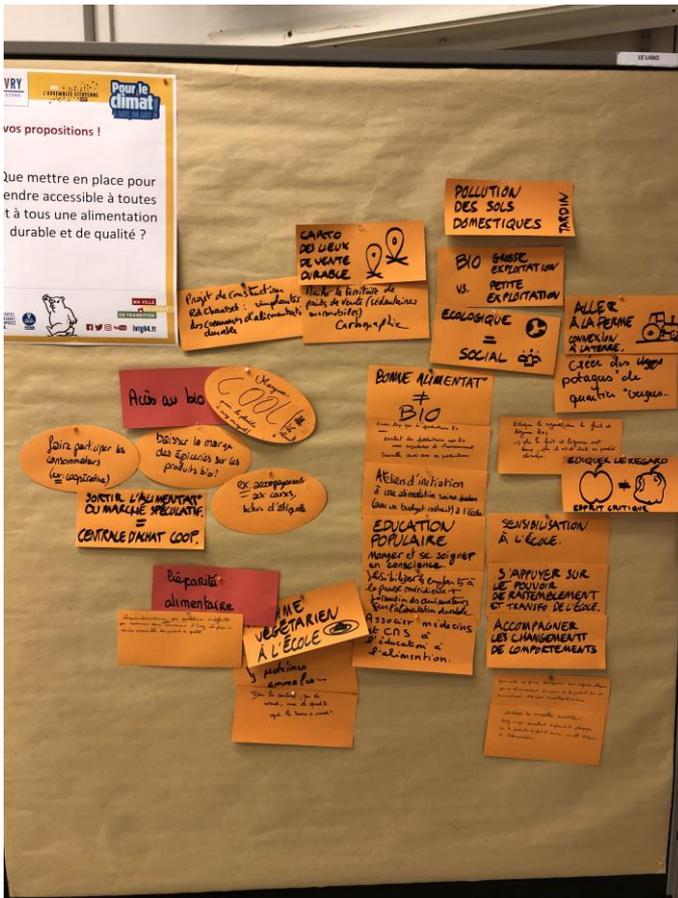
Loïc Bronnec, représente deux structures :

- *Les Grains de sel*, supermarché coopératif participatif et solidaire (basé dans le 13^{ème} arrdt de Paris) dans lequel les consommateurs sont également copropriétaires du supermarché. Chaque consommateur choisit les produits en fonction de ses moyens. L'objectif est de créer d'autres supermarché similaires sur d'autres territoires, et pourquoi pas à Ivry. C'est pourquoi, il a été créé un centre d'essaimage, appelé *Coop Communs*.
- *Coop Communs* est un centre d'essaimage à but non lucratif dont l'intégralité des bénéfices est reversé dans son modèle social. Le but est d'essaimer ce modèle sur d'autres territoires. *Coop Communs* est basé à Ivry, première ville sociétaire de la coopérative.

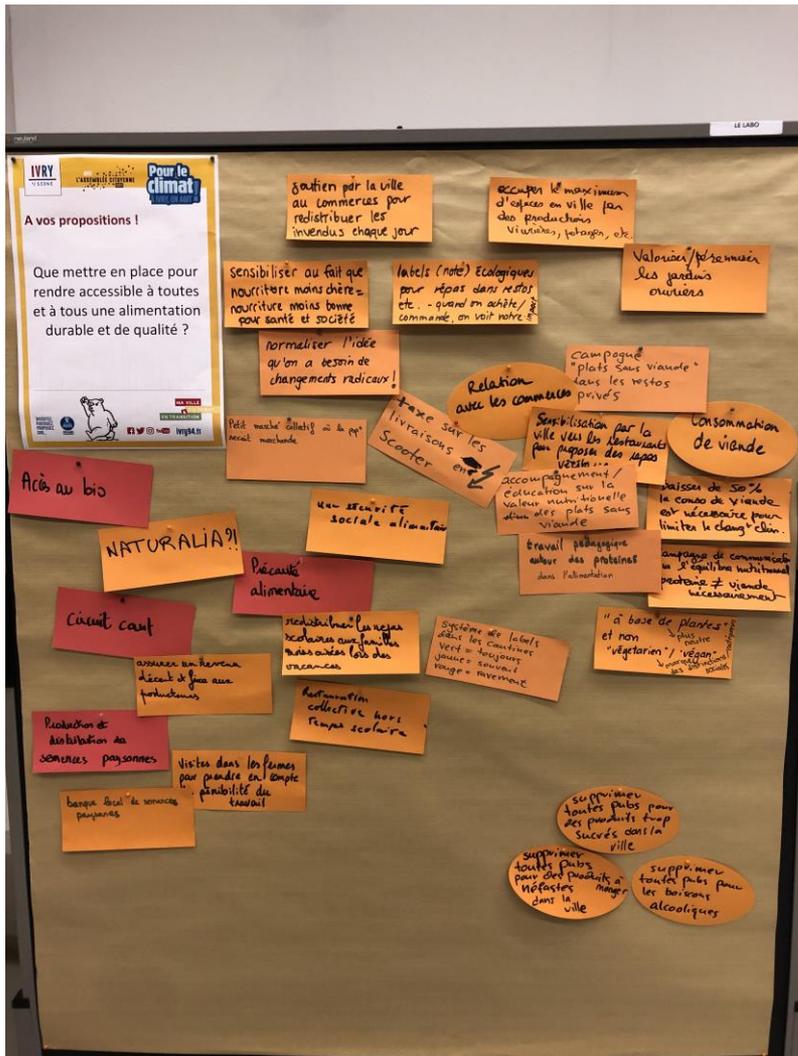
A ce titre, dix propositions ont été formulées : de la mise en place de choses simples en supermarché à une sécurité sociale de l'alimentation et de la prévention-santé (il s'agit de la mise en place d'une monnaie en nature qui ne passe par les systèmes financiers). Le but étant que les bénéfices générés par cet écosystème puissent être réinjectés dans le développement de ce modèle afin de lutter contre la précarité.

Le Président de l'association de *Soutien aux petits agriculteurs Burkinabés* alerte sur la nécessité de se préparer aux mutations liées au changement climatique et sur l'importance de renforcer les liens entre producteurs et consommateurs via des systèmes forts de solidarité et de responsabilisation des consommateurs.

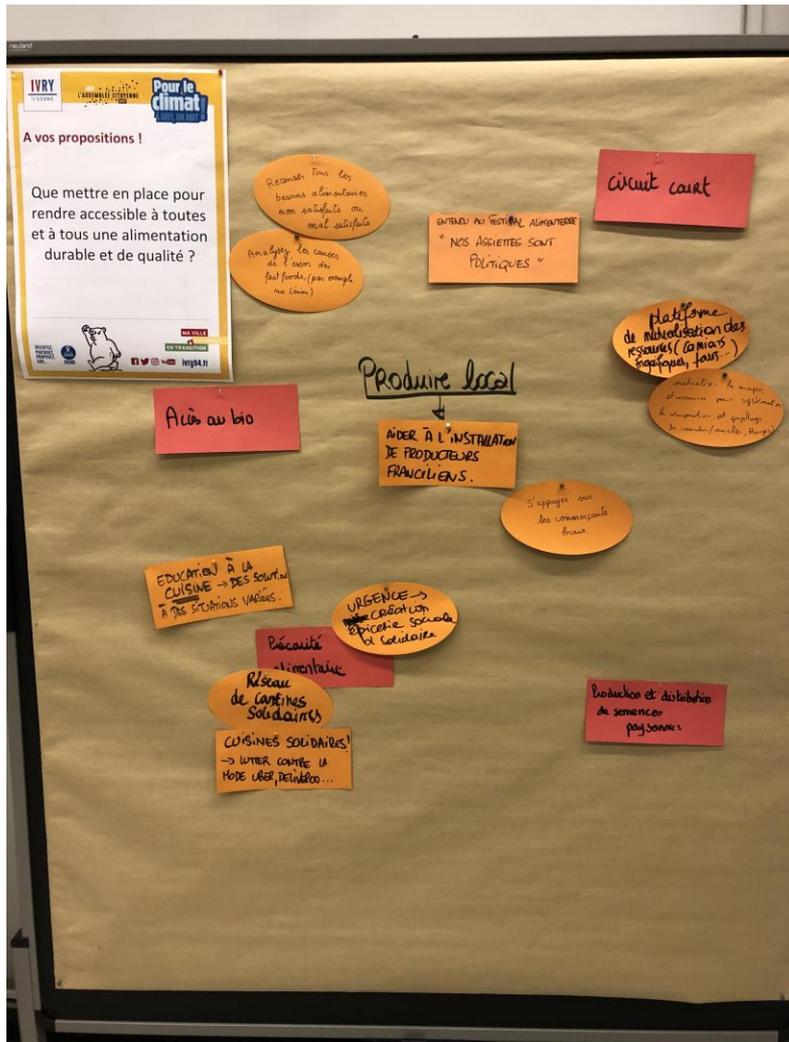
2^{ème} partie : temps d'échange et de propositions en sous-groupe



- Distribuer des chèques alimentaires pour les ménages en difficultés
- Sensibiliser sur le thème de l'alimentation saine et durable via: a. des ateliers d'initiation dans les écoles et b. inviter le CMS et les professionnels de la santé à s'insérer dans la démarche (notamment diététicienne, médecins généralistes). Eduquer à l'esprit critique (beau fruit ne veut pas dire bon)
- Plus de régimes végétariens à l'école: valoriser les protéines végétales pour remplacer les protéines animales. A défaut, lorsque les restaurations collectives ne peuvent proposer de repas végétariens, proposer une viande de qualité
- Proposer aux élèves des sorties dans les fermes pédagogiques - reconnexion à la terre de façon ludique
- Réaliser une cartographie de la ville et y répertorier les commerces d'alimentation durable. Le but est de lier la présence de commerces durables à la densité urbaine, si on se rend compte que certains quartiers sont déserts de commerces durables, on peut alors en planter.
- Créer une centrale coopérative d'achat pour la mutualisation des achats entre commerce. Pour accéder au bio moins cher: on peut aussi faire participer les consommateurs (comme les coopératives) ou demander aux commerçants de réduire leur marge de bénéfices sur les produits bio
- Faire une campagne de communication sur l'équilibre nutritionnel afin de propager l'idée que l'on trouve des protéines dans l'alimentation végétale
- Campagne "plats sans viande" dans les restaurants de la ville



- Restauration collective hors temps scolaire
- Visites de fermes par les scolaires pour prendre en considération la pénibilité du travail paysan
- Mise en place de labels écologiques dans les restaurants et commerces afin de savoir l'impact écologique de ce que l'on achète
- Mettre en place une sécurité sociale alimentaire
- Petit marché collectif où la population pourrait vendre ses légumes
- Interroger la présence de Naturalia sur Ivry, une épicerie bio mais pas accessibles à toutes et tous
- Assurer un revenu décent et fixe aux producteurs
- Mettre en place une banque local de semences paysannes
- Occuper le maximum d'espaces en ville par des productions vivrières, potagères, etc.
- Valoriser et pérenniser les jardins ouvriers
- Taxer les restaurants qui font des livraisons en scooter
- Soutien logistique de la ville aux commerces pour redistribuer les invendus du jour
- Redistribuer les repas scolaires aux familles moins aisées lors des vacances



- Aider à l'installation de producteurs locaux.
- Mutualiser les moyens et les ressources pour systématiser la récupération des invendus. Pour y parvenir créer une plateforme qui permettrait à chaque commerce de signaler les invendus d'une part et qui permettrait également à chaque association de mettre à disposition des ressources matérielles (camions frigorifiques, fors...)
- Recenser tous les besoins alimentaires non satisfaits ou mal satisfaits analyser les causes de l'essor des *fast foods* (ex : rue Lénine)
- Urgence : création d'une épicerie sociale et solidaire
- Créer un réseau des cantines solidaires
- Nous souhaitons lutter contre le mode Uber, Deliveroo
- Eduquer à la cuisine : des solutions à des situations variées.
- Distribuer des chèques alimentaires pour les ménages en difficultés



Facilitation graphique réalisée par Vanessa François-Fouquet rendant compte des échanges au cours de l'atelier

La démarche et ses prochaines étapes :

(1) Les groupes de travail

Jusqu'au vendredi 22 octobre, les groupes de travail se poursuivent à l'Espace Gérard Philipe.

(2) Quels engagements sont recevables ?

Les propositions formulées doivent répondre à des objectifs de lutte et d'adaptation face aux dérèglements climatiques et en faveur de la réduction de l'impact carbone de notre ville.

Elle doivent également répondre aux critères suivants :

- Intégrer des orientations ou des objectifs de politiques publiques municipales et intercommunales,
- Etre en accord avec les engagements et les valeurs portées par le projet municipal 2020-2026
- Contribuer à l'intérêt général et favoriser le vivre ensemble
- Etre applicables à l'échelle de la ville et des quartiers
- Paraitre réalisables techniquement sur la durée du mandat actuel et financièrement au regard du cadre budgétaire de la municipalité.

Les propositions récoltées lors des groupes de travail et les propositions déposées en ligne feront l'objet de journées d'études en novembre lors desquelles les élu.es et les services municipaux analyseront les propositions au regard des critères de recevabilité et de faisabilité énoncés.

RDV le mercredi 10 novembre à 18h30 en salle du conseil municipal à l'Hôtel de Ville pour une rencontre publique autour des propositions qui seront soumis au vote des habitant.es.



(3) On vote ! Du samedi 25 novembre au jeudi 2 décembre

Il sera possible de voter à :

- l'Hôtel de Ville,
- à l'Espace Gérard Philipe
- dans les maisons municipales de quartier,
- sur la [plateforme numérique Ivry&moi, mon avis, mes idées sur Ivry94.fr](https://www.ivry94.fr/plateforme-numerique-ivry&moi-mon-avis-mes-idees-sur-ivry94.fr)

Les propositions récoltant le plus de vote viendront orienter les actions de la municipalité en matière écologique et climatique, conformément à l'engagement du projet municipal 2020-2026.

(4) La semaine « Pour le climat, à Ivry, on agit! »

A partir du 27 novembre, des initiatives portées par des associations locales viendront faire vivre les enjeux climatiques à Ivry.

Le samedi 4 décembre, seront proclamés les résultats du vote et l'engagement à venir. A cette occasion venez célébrer la première édition de la démarche

Venez découvrir
l'exposition
évolutive dédiée
à la démarche à
l'Espace Gérard
Philipe



Pour plus d'informations :

Espace Gérard Philipe (Centre Jeanne Hachette,
entrée par la rue Raspail) 0172046440 /
espacegerardphilipe@ivry94.fr

Et sur [ivry&moi, mon avis, mes idées sur ivry94.fr](https://www.ivry94.fr/plateforme-numerique-ivry&moi-mon-avis-mes-idees-sur-ivry94.fr)